

**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Jeudi 04 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 1**

**Une composition portant sur les aspects sociaux, juridiques, politiques, économiques et culturels du monde actuel.**

**Durée : 4 heures - Coefficient : 3**

**SUJET**

**L'ingérence humanitaire est-elle justifiée ?**

**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Jeudi 04 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 2**

**OPTION : Comptabilité, finance d'entreprise et statistiques.**

**Une épreuve constituée d'une série de quatre questions destinées à évaluer les connaissances des candidats.**

**Durée : 3 heures - Coefficient : 2**

<b>SUJET</b>
--------------

- 1/ Provisions et amortissements : précisez leur justification économique et comptable, leur mode d'enregistrement en comptabilité, les points communs et les différences entre amortissements et provisions, les différentes méthodes de calcul.**
- 2/ Quelles sont les implications, lors des opérations de clôture de l'exercice, du principe de séparation des exercices en comptabilité ?**
- 3/ Citez les principaux ratios utilisés pour mesurer la profitabilité de l'activité d'une entreprise, pour mesurer la rentabilité des capitaux et les principaux ratios de rotation. Précisez la signification du ratio et ses éléments de calcul.**
- 4/ L'analyse des écarts entre coûts réels et coûts préétablis : quelles sont les méthodes recommandées par le PCG pour analyser les écarts sur charges directes et les écarts sur charges indirectes ? Expliquez la signification de chacun des sous-écarts.**

oooooooooooooooo

**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Jeudi 04 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 2**

**OPTION : FINANCES PUBLIQUES**

**Une épreuve constituée d'une série de quatre questions destinées à évaluer les connaissances des candidats.**

**Durée : 3 heures - Coefficient : 2**

**SUJET**

- 1/ Les dérogations au principe de l'annualité budgétaire**
- 2/ Quelles sont les différentes phases de la procédure de dépense publique ?**
- 3/ Les contrôles a posteriori de l'exécution du budget de l'Etat**
- 4/ Quelles sont les ressources du Trésor public ?**

**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Jeudi 04 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 2**

**OPTION : DROIT PUBLIC**

Une épreuve constituée d'une série de quatre questions destinées à évaluer les connaissances des candidats.

**Durée : 3 heures - Coefficient : 2**

**SUJET**

- 1/ La cohabitation sous la Cinquième République
- 2/ La responsabilité administrative pour faute
- 3/ Le rôle des principes généraux du droit dans le contentieux administratif
- 4/ Le déferé du haut-commissaire dans la loi statutaire de la Polynésie française

**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Vendredi 05 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 3**

**OPTION : ECONOMIE**

**La rédaction d'une note ayant pour objet de vérifier l'aptitude des candidats à l'analyse d'un dossier.**

**Durée : 4 heures - Coefficient : 5**

**A l'aide des documents ci-joints (10 pages), le candidat devra traiter le sujet suivant :**

**SUJET**

**Dépenses publiques, déficit budgétaire, prélèvements obligatoires, croissance et emploi : les recettes keynésiennes en question. Exposez le débat et exprimez votre opinion.**

# L'arme budgétaire

## D O S S I E R

# est-elle cassée ?

**I**l paraît que l'économie se conduit comme une voiture. Un ancien collaborateur d'Edouard Balladur trouve des accents de pilote de formule 1 pour évoquer ses souvenirs de l'année 1993. « On s'installe aux commandes. On appuie à fond sur l'accélérateur. Et là, il ne se passe rien. » L'accélérateur en question, c'est la politique budgétaire, l'un des grands outils de la régulation conjoncturelle. Très schématiquement, en injectant de l'argent (par la dépense publique ou la baisse des impôts), on stimule l'économie ; au contraire, si on réduit l'apport de carburant (par des restrictions de dépenses ou une hausse des prélèvements), on contribue à ralentir l'activité. Le cauchemar, en 1993, c'est que l'économie française a continué de s'enfoncer dans la récession malgré la hausse vertigineuse du déficit budgétaire. Celui-ci est passé en deux ans de 2,2 % du PIB à 6,1 % officiellement – et en réalité à 7 voire 7,5 %, avouent aujourd'hui certains experts des finances –, ce qui correspond à une injection d'argent qu'on peut estimer à 320 milliards de francs. En vain. Que s'est-il produit ? « Quand le déficit budgétaire s'est accru de cinq points de PIB, les ménages ont augmenté leur épargne d'autant. Résultat sur la demande intérieure, zéro. » Pour employer le vocabulaire des théoriciens de l'économie, la mécanique « keynésienne » – de relance – avait été faussée par un comportement « néo-ricardien » – de précaution financière – des ménages.

### ▼ Déficit

L'euro impose de rééquilibrer les comptes publics, alors que le chômage est au plus haut. Mais parfois l'austérité peut stimuler la croissance

Ce rappel d'une histoire pas si ancienne a son utilité aujourd'hui. En effet, le rôle de la politique budgétaire (en anglais *fiscal policy*) est l'objet de toutes les interrogations dans la phase délicate qui nous sépare de l'instauration de la monnaie unique européenne, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. D'un bout à l'autre du continent, les budgets 1997 répondent au même mot d'ordre : à bas les déficits ! Chacun cherche à les ramener en deça de 3 % du PIB pour se conformer au traité de Maastricht. Ce repli général signifie que quelque 750 milliards de francs seront soustraits à l'économie de l'Europe. Les Quinze, très dépendants les uns des autres, ne pourront même pas compter sur

un plus grand dynamisme de leurs voisins pour compenser la contraction prévisible de leur demande intérieure. Une véritable aberration, pour une zone dont la croissance est depuis cinq ans très inférieure à son potentiel et qui connaît un taux de chômage record. Des pans entiers des opinions publiques européennes se rebiffent, n'acceptant pas que l'Etat remette en cause leur bien-être en alourdissant charges et impôts, en réduisant l'emploi public, en rognant sur des acquis comme l'âge de la retraite, l'indemnisation du chômage ou les prestations de santé.

Pour respecter, dès 1997, les critères de Maastricht (date choisie au hasard lors de la rédaction du traité), est-il raisonnable de mener une politique budgétaire aussi puissamment restrictive ? L'état actuel du cycle économique, estiment les économistes dits « néo-keynésiens », demanderait au contraire des budgets généreux, propres à augmenter le revenu disponible, donc la consommation et, partant, l'investissement et la production. Mais d'autres spécialistes affirment qu'assainir les finances publiques est bon en soi et qu'une politique budgétaire restrictive peut provoquer la relance.

Sophie Gherardi  
Lire la suite page II

- L'Extrême-Orient pratique la sagesse des finances publiques
- Entretien avec Roberto Perotti
- Questions-réponses
- Comment la France compresse le budget de la défense

# L'arme budgétaire est-elle cassée ?

Suite de la page 1

Quelques exemples sont célèbres : au Danemark, entre 1983 et 1986, un tour de vis budgétaire très dur (impôts : + 7 % en pourcentage du PIB, dépenses publiques : - 5,5 %) s'est traduit par une accélération de la croissance de 2,9 % ! L'Irlande, entre 1986 et 1989, a failli ses dépenses publiques de 12 points de PIB, et a obtenu une croissance supplémentaire de 1,3 % par an. Ça, ce sont les « contes de fées ». Mais il y a des cauchemars : la Suède, au début des années 90, cherche par une politique budgétaire très soutenue à relancer son économie défallante. Patatras ! Malgré tout l'argent injecté, la consommation s'effondre, l'activité suit et l'enf'ntement s'aggrave. Les études empiriques sur trente-quatre épisodes d'expansion ou de contraction budgétaire dans les pays de l'OCDE depuis vingt ans font apparaître huit de ces cas « nonkeynésiens » de réaction atténuée aux impulsions budgétaires.

Pendant que les théoriciens discutent de la nature et de la représentativité de ces exceptions, les citoyens européens, à la veille d'une année 1997 angossante, sont en droit d'interroger plus directement : pouvons-nous espérer un redémarrage de la croissance malgré nos budgets de rigueur ?

Oui, répond sans hésiter Francesco Giavazzi, de l'université Bocconi de Milan, mais à certaines conditions. « Si l'ajustement budgétaire est très court, il faut qu'il soit très brutal, par exemple une réduction du déficit budgétaire primaire (hors dette) équivalant à 3 % du PIB en un an. » Jean Pisani-Ferry directeur, du CEPII, confirme que de telles politiques ont souvent suscité des rebonds de croissance. Comment l'expliquer ?

Les ménages réagiraient différemment selon qu'ils croient ou non que « l'heure est grave ». Normalement, quand on leur distribue du pouvoir d'achat, ils consomment plus. Mais si le pays est très endetté, ils savent que l'Etat risque de ne plus arriver à honorer sa signature. Alors, un tour de vis budgétaire vigoureux les rassure : l'avenir devient moins incertain, ils peuvent consommer. A l'inverse, d'avantage de dépenses publiques ou une baisse d'impôts préfigurent des ennuis : il faudra bien que les impôts remontent un jour pour rembourser la dette ; on préfère donc mettre de l'argent de côté. Le traité de Maastricht, en

fixant des normes chiffrées de saine gestion des finances publiques, a encouragé ce type d'anticipations « néo-ricardiennes ». Apparemment très théorique, ce débat à l'avantage de rappeler que les ménages sont non seulement des consommateurs vivant dans le présent, mais aussi des contributeurs et des épargnants qui regardent plus loin. Patrick Artus, de

siens et non keynésiens de la politique budgétaire : « Disons qu'il y a des poissons volants, mais que ce n'est pas la majorité de l'espèce ! Je crois qu'en France on est encore dans un univers largement keynésien. »

Selon lui, pour réduire le ratio déficit budgétaire sur PIB, comme le ratio dette sur PIB, il faut faire bouger le dénominateur plutôt que

## Keynes et les keynésiens

Dans son livre décapant *Des économistes au-dessus de tout soupçon* (Albin Michel), Bernard Maris s'afflige pour « Lord Keynes, l'auteur consensuel de la plus grande théorie économique du siècle, que l'on n'en seigne jamais, sauf sous la forme honteusement édulcorée du "multiplicateur" (...) La technocratie occidentale se précipita sur Keynes, dans lequel elle vit la justification de sa présence activement "keynésienne". C'est la vision mécanique de l'économie (c'est-à-dire antikeynésienne). Elle considère le monde comme une machine à vapeur, avec des appendices hydrauliques qui se remplissent et se désemploient. Le budget, avec ses tubes et ses pompes. L'économie avance, ralentit, freine, surchauffe, s'emballe... La politique économique, c'est freiner, accélérer, freiner, accélérer. Stop and go, balance, refroidissement, relance. Tous les technocrates sont keynésiens. Un bouton, hop ! les chignolants s'allument... »

la Caisse des dépôts, avance même l'idée que les Etats devraient aujourd'hui construire une « crédibilité budgétaire » comme ils ont dû, dans les années 80, construire une crédibilité monétaire.

Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre socialiste de l'Industrie et du Commerce extérieur, tranche plaisamment entre effets keynésiens et non keynésiens de la poli-

tique budgétaire : « Disons qu'il y a des poissons volants, mais que ce n'est pas la majorité de l'espèce ! Je crois qu'en France on est encore dans un univers largement keynésien. »

Selon lui, pour réduire le ratio déficit budgétaire sur PIB, comme le ratio dette sur PIB, il faut faire bouger le dénominateur plutôt que

## Bibliographie

- **La Politique budgétaire**, *Revue française de finances publiques*, n° 46, 2<sup>e</sup> trimestre 1994 (LGDJ-Monchrestien, Paris, 212 p., 210 F.).
- **Déficits publics, théorie et pratique**, de Patrick Artus (Economica, Paris, 1996, 112 p., 49 F.).
- **Le redressement des finances publiques**, in *L'Economie française, Rapport sur les comptes de la nation 1995*, (Le Livre de poche, Paris, 1996, pp. 92 à 105, 40 F.).
- A paraître : Actes du séminaire sur « Les Effets macroéconomiques des ajustements budgétaires » organisé par le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) et le Delta (Département et laboratoire d'économie théorique appliquée, CNRS/EHESS/ENS), le 12 septembre 1996 à Paris, *Economie internationale*, revue du CEPII, 4<sup>e</sup> trimestre 1996.
- **Introduction à la politique économique**, de Jacques Gênetreux (Le Seuil, Paris, 1993, 376 p., 51 F.).
- **Fiscal expansions and adjustments in OECD countries**, d'Alberto Alesina et Roberto Perotti (Economic Policy, Londres, octobre 1995).

S. Gh.



## Libéralisme

Les Trente Glorieuses et le développement de l'Etat providence avaient marginalisé ce courant de pensée, selon lequel l'optimum social et économique est obtenu en laissant chacun rechercher son intérêt personnel, ce qui implique que l'on réduise au minimum l'intervention de l'Etat. La concurrence (la fameuse « main invisible » chère au premier théoricien du libéralisme, Adam Smith) doit suffire à assurer un ordre économique qui permet la création de richesses, la satisfaction des consommateurs et la rémunération des entrepreneurs. Il faudra attendre les années 80 pour que les idées libérales pénètrent dans les politiques économiques. Un engouement qui fut même poussé assez loin aux Etats-Unis et au Royaume-Uni sous la houlette de Ronald Reagan et de



Le libéral Robert Lucas, Prix Nobel d'économie.

Margaret Thatcher. Le libéralisme s'est logiquement développé depuis quinze ans avec la mondialisation et la montée en puissance des marchés. La France participe à ce mouvement d'ouverture et de dérégulation, tout en appliquant une connotation très négative à la notion de libéralisme et en critiquant le modèle anglo-saxon. Pourtant, des expériences comme celle entamée par Tony Blair au Royaume-Uni, qui tente de concilier libéralisme et nouveau pacte social, montrent qu'il n'y a pas forcément antinomie entre les deux. Adam Smith lui-même ne soulignait-il pas que l'intervention de l'Etat reste nécessaire pour protéger et garantir un filet social aux plus faibles ?

■ **Larousse 2027.** *Courant de pensée économique inspiré d'Adam Smith et réactualisé par le Prix Nobel Robert Lucas dans les années 70, aujourd'hui dominant dans tous les pays du monde*  
Par ext. Autre nom donné à l'économie politique.

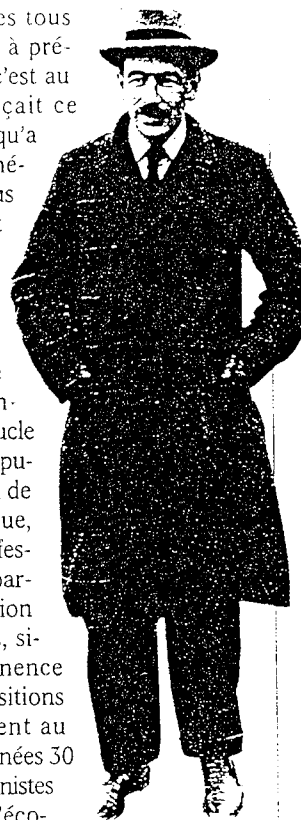
## Liberté

« La liberté, elle est dans mon froc ! »

L'anar Léo Ferré résume bien l'état d'esprit de la génération 68, celle qui couvrait les murs de la Sorbonne et de l'Odéon avec ses graffitis « Il est interdit d'interdire ». La liberté que découvrent les baby-boomers, c'est d'abord celle des mœurs, mise en page par *Aciduel*, mise en scène avec *Hair*, mise en musique à San Francisco. Le libre-service, les radios libres, les pro-

## Keynes

« Nous sommes tous des keynésiens à présent. » Ironie de l'histoire : c'est au moment où Nixon prononçait ce credo à la fin des années 60 qu'a commencé le déclin du keynésianisme. Quelques années plus tard, Paul McCracken, qui fut conseiller du même président Nixon, relançait en écho : « Nous sommes tous friedmanesques », en référence aux théories monétaristes de Milton Friedman, le pourfendeur du keynésianisme. La boucle a été bouclée en 1997, avec la publication du nouveau manuel de référence d'économie politique, publié par Greg Mankiw, professeur de Harvard. Principale particularité : une longue abjuration des croyances keynésiennes, signée cette fois par une éminence néokeynésienne ! Les propositions de Keynes qui s'appliquaient au contexte déflationniste des années 30 ne résistèrent pas aux inflationnistes années 70. A tel point que l'économiste Milton Friedman, qui prônait pour ce faire un contrôle strict de la quantité de monnaie, devint vite célèbre et que le monétarisme triompha dans les années 80. Les *reaganomics* portent le coup fatal : on abandonne quasiment les politiques de soutien de la demande pour se tourner vers des politiques d'offre. Aujourd'hui, aucun grand pays n'applique plus les recettes keynésiennes... hormis la France, qui continue à croire aux vertus de la dépense publique pour accélérer la croissance. C'est ignorer le fait que nos économies sont devenues profondément « antikeynésiennes ».

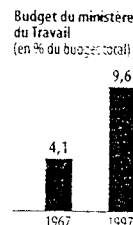
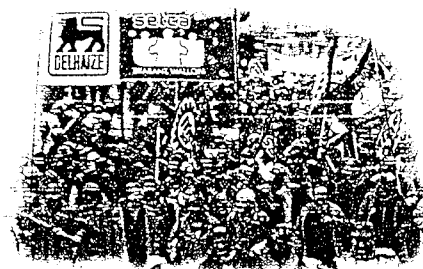


Keynes n'est plus d'époque.

## Chômage

Inquiétude dans l'opinion publique : avec une hausse du chômage de 50 % en un an, 1967 est décidément une mauvaise année. On recense 430 000 « demandeurs d'emploi », comme on les appelle désormais, soit 2,1 % de la population active... « Ça ira mieux l'an prochain », assure le gouvernement par la voix de son secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, un certain Jacques Chirac. L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), destinée à remplacer les 390 vétustes bureaux de main-d'œuvre, voit le jour le 13 juillet.

Avec le recul de trente années, la « situation préoccupante » de 1967 a des allures de doux fantasme. Le premier choc pétrolier fait passer la France d'un chômage dit frictionnel à un chômage de masse, qui ne recule jamais mais gangrène, à chaque crise, une nouvelle catégorie sociale. Les jeunes, puis les plus de 50 ans, ont été les premiers touchés : les entreprises, puisque le marché du travail leur en laissait désormais le choix, ont privilégié les plus employables. Les cadres eux-mêmes, qui se croyaient intouchables grâce à leur diplôme, pointent également en nombre depuis le début des années 90. Un million, puis deux, puis trois... Pas un gouvernement qui ne se fasse élire sur ses propositions pour éradiquer le sous-emploi. Pas un qui n'ait réussi à le faire baisser significativement.



En 1997, les chômeurs européens vont crier leur colère à Bruxelles. Un sacre de sa puissance économique dont l'Union se serait bien passée.

Six Français sur dix partent au moins une fois dans l'année en vacances. La tendance : des séjours courts et renouvelés.

Avec la crise mondiale de la demande, on redécouvre l'économiste

# Keynes, reviens, la planète a besoin de toi

**Théorie.** L'offre est là, mais la consommation ne suit pas. Solution : augmenter les dépenses publiques. Cela ne vous rappelle rien ?

**A**ux circonstances hors du commun, les remèdes d'exception : le climat de déprime mondiale a complètement bouleversé la doctrine économique des dirigeants de la planète. Voilà en effet quinze ans que gouvernements et banques centrales vantaient les politiques dites « de l'offre » : baisse des impôts, maîtrise des salaires et de l'inflation, déréglementation.

Après quelques semaines de crise financière, la musique a changé. Le monde souffre d'une insuffisance de la « demande », entend-on de tous côtés. Même le petit cercle influent des experts et des banquiers de Washington, lors de la réunion du FMI et du G7, début octobre, semblait redécouvrir les analyses de John Maynard Keynes. Cet économiste britannique préconisait, dans les années 30, d'augmen-

ter les dépenses publiques pour sortir de la dépression.

Comme à son époque, il semble en effet urgent de redonner de l'appétit au consommateur final, qui absorbe pas moins des deux tiers de la production mondiale. En Asie du Sud-Est, la demande a chuté de 10 à 20 % ; au Japon, la consommation a perdu 5 %. Au Brésil, les ventes de voitures ont plongé de 25 %. Le sort de la croissance mondiale est donc entre les mains des ménages américains, en fin de course, et européens, encore peu assurés.

## Le tiers de la population active de la planète serait sous-employé

Faute de débouchés suffisants, les surcapacités de production s'accumulent partout. Dans l'automobile, les capacités excédentaires atteindront 20,3 millions de véhicules en 2002, selon Coopers & Lybrand Consulting, soit un quart du total. Même en Chine, les usines tournent à 60 % de leurs capacités pour 500 produits, selon le quotidien *China Daily*. Et l'Europe se trouvera contrainte de fermer à terme une quinzaine de raffineries. 1 milliard de salariés, soit le tiers de la population active de la planète, seraient sous-employés à la fin de 1998, selon le Bureau



LADY ET LORD JOHN MAYNARD KEYNES. Après quinze ans de politique de l'offre – baisse des impôts, maîtrise des salaires, déréglementation –, le monde s'intéresse à nouveau aux théories keynésiennes de la relance.

international du travail (BIT).

Que faire pour réemployer ces armées ? Relancer les dépenses publiques, aurait répondu Keynes. L'Europe, toujours à la pointe en cette matière, multiplie les initiatives. Romano Prodi, dans les derniers jours de son gouvernement, projetait de ponctionner les réserves des banques centrales pour stimuler l'économie. Lionel Jospin veut relancer les éternels « grands travaux », qui menacent de devenir le sujet le plus ennuyeux de l'histoire communautaire.

Seul problème : l'Europe, en médiocre santé budgétaire, n'a guère de marge. En revanche, les Etats-Unis, en pleine santé, affichent un excédent budgétaire pour la première fois depuis 1969, et ont donc les moyens d'alimenter leur moteur.

Au Japon, Keynes lui-même

aurait bien du souci : les bureaucrates de l'*okurasho*, le puissant ministère des Finances, ont déjà dépensé l'équivalent de 80 % du PIB pour sortir le pays du marasme. Mais rien n'y fait. Et c'est bien la limite des politiques keynésiennes : elles peuvent corriger un déséquilibre temporaire, mais pas contrer une situation de grave déflation. « La solution consisterait à utiliser les fonds publics pour recapitaliser et nationaliser les banques », avance Patrick Artus, de la Caisse des dépôts. Une stratégie suivie avec succès par les pays scandinaves au début des années 90. En 1993, le déficit public suédois était dans les abysses, à 12 % de la production nationale ; cette année, la Suède dégagera un excédent ! Pour réinventer Keynes, il faut suivre la route du Nord. ■

EMMANUEL LECHYPRE

## REPÈRES

### LES SURCAPACITÉS MONDIALES PAR SECTEUR (en % de la production mondiale)

- ▶ Automobile : 30 %.
- ▶ Aéronautique : 30 %.
- ▶ Electricité : 20 %.
- ▶ Semi-conducteurs : 20 %.

Source : CPE

L'économiste Charles Wiplosz dénonce les incohérences

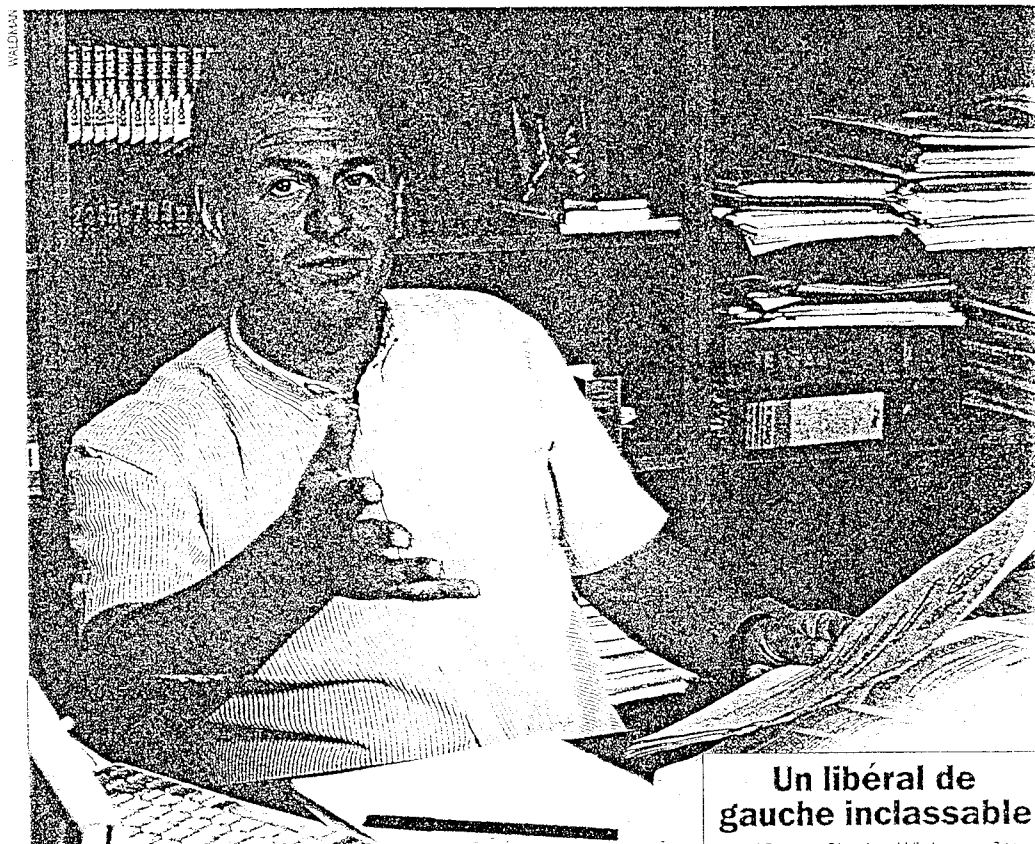
# "La France dépense trop"

*Pour réduire notre déficit budgétaire, il faut, non pas augmenter les impôts, mais tailler dans les charges improductives de la nation, affirme cet expert.*

**Capital :** Pensez-vous que le «sacrifice» de Madelin soit aussi celui de la réforme fiscale ?

**Charles Wiplosz :** Je crois qu'entre l'ex-ministre de l'Economie et Alain Juppé il y avait une différence de stratégie et pas seulement de tactique. La France est maintenant devenue l'un des pays d'Europe où la pression fiscale est la plus élevée. Aux Etats-Unis et au Japon, les prélèvements obligatoires représentent 35% du PIB. La moyenne européenne tourne autour de 45%, et nous sommes à 50%. Mais dès que vous voulez modifier le système fiscal, vous en désavantagez certains et vous en désavantagez d'autres, ce qui a forcément un coût politique. Si vous vous focalisez sur «la» réforme fiscale, vous ne faites jamais rien.

Pour avancer, il faut cibler le vrai problème : celui du poids des prélèvements sociaux, qui pénalise l'emploi, particulièrement l'emploi non qualifié. Les chômeurs sans qualification sont difficilement employables, car le niveau cumulé du Smic et des charges sociales a obligé les entreprises à supprimer le type de travail qu'ils pouvaient faire. L'idée de détaxer les bas salaires est donc la bonne : si on arrivait à réduire de moitié le coût global pour l'entreprise des emplois peu qualifiés, on pourrait remettre dans le circuit un nombre considérable de chô-



Charles Wiplosz, économiste de 48 ans, spécialiste de l'emploi et du chômage, enseigne désormais à Genève.

meurs. Il faut que les entreprises puissent recréer des emplois de faible qualification. Et pour cela, il faut dégager des marges de manœuvre budgétaires bien supérieures à ce qui a pu être réalisé jusqu'à présent.

**Capital :** Le gouvernement s'est fixé pour objectif de réduire le déficit à 4% du PIB l'an prochain et à 3% en 1997, pour se conformer aux critères de Maastricht. Cela vous paraît tenable ?

**Charles Wiplosz :** Oui, tout à fait, mais ce n'est pas la question. Il y a une bonne et une mauvaise manière de réduire le déficit budgétaire, comme viennent de le démontrer brillamment deux universitaires, en comparant vingt ans de politiques budgétaires dans les pays de l'OCDE

(lire l'encadré page 188). Celle qui résulte d'une augmentation des impôts n'entraîne qu'une stabilisation budgétaire temporaire. La seule méthode qui marche consiste à réduire les dépenses. Si nos prélèvements obligatoires sont supérieurs à ceux de la plupart des autres pays, c'est parce que les dépenses publiques sont, chez nous, parmi les plus élevées d'Occident. Nous sommes à près de 55% du PIB, ce qui nous place quasiment au niveau suédois ! La priorité consiste donc à baisser significativement nos dépenses collectives, d'environ 5 points – ce qui les ramènerait simplement dans la norme européenne – et, alors seulement, nous pourrions mettre en œuvre une politique efficace de lutte contre le chômage.

## Un libéral de gauche inclassable

**A** 48 ans, Charles Wiplosz reflète toutes les contradictions des économistes formés à l'école américaine (en l'occurrence Harvard). Bien qu'il se définisse comme keynésien, et de gauche, c'est un vrai libéral qui pourfend les tabous sociaux. Professeur à l'Insead et à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) pendant de nombreuses années, il vient d'être débauché par l'université de Genève. Après avoir travaillé, depuis dix ans, sur l'emploi et le chômage, il s'est spécialisé sur les questions économiques européennes. Expert auprès de la Commission, il est le coauteur, avec le journaliste Pascal Riché, d'un livre intitulé «L'Union monétaire en Europe». Il a également écrit avec un collègue de l'université Humboldt, à Berlin, le premier manuel à l'échelle des Quinze («Macroéconomie»), paru d'abord aux prestigieuses Oxford University Press, puis traduit dans huit pays (dont la France).

de l'Etat providence et de notre politique budgétaire

# pour son administration !"

**Capital :** Quelles dépenses faudrait-il diminuer ?

**Charles Wiplosz :** Ce qui compte, c'est de diminuer les dépenses de fonctionnement de l'Etat, et pas les dépenses d'investissement. Pourquoi ? C'est facile, pendant un à deux ans, de construire moins de routes, ou de geler un programme d'achat de sous-marins. Cela peut même avoir un impact important sur le déficit. Mais de telles mesures sont, par définition, temporaires. Les bonnes stabilisations sont celles où l'on sabre des dépenses « définitives ».

**Capital :** C'est-à-dire ?

**Charles Wiplosz :** Les fonctionnaires, qui représentent 40% du budget de l'Etat (avec les retraites), et tous les transferts sociaux, qui sont des mécanismes automatiques sur lesquels personne n'a aucun contrôle. Vous ne pouvez pas savoir, par exemple, combien il y aura de chômeurs ou de RMistes l'année prochaine, vous ne pourrez que le constater et « payer la note ». Nous n'avons pas de prise non plus sur le déficit de la Sécurité sociale : On finit toujours, a posteriori, par régler l'addition. Tant qu'on ne s'attaque pas sérieusement à cela, on déplace certaines masses budgétaires d'une année à l'autre, mais on recule pour mieux sauter.

Dans la fonction publique, la question n'est pas celle du niveau des salaires (qui ne sont pas très élevés, même s'ils ont été revalorisés ces dernières années). Le problème, ce sont les effectifs et la productivité. Comme les services de la fonction publique sont des services non marchands, on ne peut pas évaluer la productivité des agents, puisqu'on ne peut la comparer à celle de personne d'autre. Il faut avoir le courage de dire que, dans beaucoup d'administra-

tions, les fonctionnaires ne travaillent pas assez et qu'on pourrait faire la même chose avec moins de monde. Ce qui permettrait de ne pas remplacer tous les fonctionnaires qui partent à la retraite. Surtout, il faudrait sous-traiter les tâches qui peuvent être faites à moindre coût par le privé, ce que pratiquent déjà certaines administrations anglo-saxonnes.

**Capital :** Vous n'êtes pas le seul à dresser ce constat, mais personne n'oserait s'atteler à un tel chantier...

**Charles Wiplosz :** Je ne dis pas que ce soit facile, politiquement. C'est même la raison pour laquelle il y a eu si peu de stabilisations budgétaires réussies dans l'histoire. En France, on bute partout sur des vaches sacrées : l'emploi dans le secteur public, par exemple, est un thème intouchable.

**Capital :** Mais, après tout, peut-être un grand pays moderne a-t-il aussi besoin de disposer d'un service public musclé, c'est-à-dire de beaucoup de professeurs dans l'enseignement, de beaucoup d'aides-soignants dans les hôpitaux ?...

**Charles Wiplosz :** Il suffit de faire des comparaisons internationales. La France est le pays où les dépenses publiques sont les plus élevées au monde. En même temps, quand on va à l'étranger, ce n'est pas un désastre, ni pour la santé, ni pour les transports, ni pour les universités... On ne peut pas dire que la France réalise de meilleures performances dans aucun de ces domaines. C'est ni mieux ni pis, c'est dans la moyenne, mais cela coûte beaucoup plus cher.

**Capital :** Est-on sûr qu'en termes économiques le citoyen gagnerait vraiment à ce que la consommation collective baisse (et donc le niveau des impôts),



Le secteur public reste l'un des derniers bastions des syndicats, comme la CFDT (ici, Nicole Notat, son secrétaire général).



Passation des pouvoirs « décontractée », à Bercy, entre Alain Madelin et Jean Arthuis. L'ex-ministre de l'Economie a payé ses propos réformateurs.

alors qu'il devrait payer plus, à titre privé, pour l'éducation de ses enfants, leur santé...

**Charles Wiplosz :** Il y a un vrai débat sur cette question. L'exemple traditionnel est celui de la police : Dans les pays où l'on a réduit les dépenses de police, les magasins engagent des vigiles, les immeubles ont leur système privé de gardiennage, etc. On déplace simplement la dépense de la collectivité vers l'individu. Tout le problème est de savoir quel système est le plus efficace. A mon sens, il ne fait aucun doute que le public n'est pas plus efficace que le privé, dans la plupart des domaines que nous avons évoqués. Autre exemple frappant : depuis la fin de la guerre froide, les budgets militaires ont été réduits de manière très sensible dans la plupart des pays : pratiquement pas en France. Notamment à cause du lobby militaire. Plus généralement, depuis 1990-1991, personne n'a pu, en Fran-

ce, engager de vraies réformes, soit parce que l'exécutif était vieillissant, soit parce que le chef du gouvernement préparait les élections suivantes. Maintenant, nous disposons pour la première fois d'un gouvernement jeune, qui a devant lui la durée, et qui pourrait mener à bien ce genre de choses. Mais qui, apparemment, n'est pas prêt à le faire.

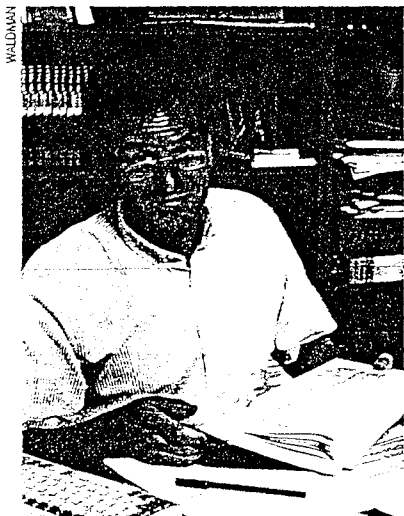
**Capital :** Les pays qui ont stabilisé leur déficit budgétaire en réduisant leurs dépenses de fonctionnement (Royaume-Uni, Etats-Unis...) appartiennent au « modèle anglo-saxon », qui est différent du nôtre.

**Charles Wiplosz :** Pas du tout. Il y a aussi les pays scandinaves, le Danemark, la Norvège et la Suède, qui sont les Etats au monde où le secteur public est le plus important.

**Capital :** A part le secteur public, dans quel autre poste la col-

Suite page 188 ►

# Personne, depuis 1990, n'a engagé de vraies réformes



“ La fracture sociale, c'est un problème de chômage. Pour y remédier, il faut dégager de l'argent en réduisant les dépenses de l'Etat. ”

► Suite de la page 187

lectivité pourrait-elle «tailler», selon vous ?

**Charles Wiplosz :** Il y a aussi des vaches sacrées dans le secteur privé : par exemple, le niveau des retraites. A part une petite frange de retraités très pauvres, la plupart ont un revenu disponible supérieur à celui des actifs, comme vient encore de le montrer l'Insee. Ce ne serait donc pas un scandale humanitaire que de revoir à la baisse le niveau des pensions. Mais les retraités forment aujourd'hui un lobby important et vigilant et ils représentent une force électorale considérable.

Autre exemple : les allocations chômage. De nombreux économistes ont montré que la générosité du système d'allocations chômage a un effet direct sur le chômage lui-même. Une réduction de ces dépenses aurait donc un double avantage : sur le plan budgétaire, elle libérerait des moyens et, à plus long terme, elle ferait baisser le chômage. C'est d'ailleurs moins le montant des indemnités que leur durée qui est en cause. Le système suédois, par exemple, marche assez bien : il est très généreux, au début, mais s'applique seulement six mois. Pendant cette période assez courte, les chômeurs font des stages de formation intensive qui les aident à se reconverter, quand c'est nécessaire. En revanche, les systèmes d'indemnisation longue, comme en Belgique, en-

treignent le chômage. Mais voilà une autre vache sacrée, même si des progrès ont déjà été réalisés par les partenaires sociaux. Dans les pays où les allocations sont servies pendant longtemps, la proportion de chômeurs de longue durée représente près de 70% du total. Quand elles sont versées de manière plus brève, les gens se débrouillent pour retourner au travail, quitte à changer de profession ou à accepter un travail moins qualifié ou moins rémunéré. En France, on ne le fait que lorsque l'on arrive en fin de droits. Les chômeurs se mettent ainsi dans une situation d'extrême précarité. Ou alors, ils deviennent des RMistes, des chômeurs permanents, et sombrent dans la grande pauvreté. Ce n'est pas la bonne approche.

**Capital :** Tout cela n'est guère compatible avec le thème de la «fracture sociale», qui n'est pas arrivé par hasard dans la campagne électorale : il correspondait à un vrai problème, à une réelle angoisse et à une certaine réalité...

**Charles Wiplosz :** La fracture sociale, c'est largement un problème de chômage. La première chose à faire pour la réduire, c'est de s'attaquer sérieusement à la question de l'emploi, qui est un vrai scandale économique, social et moral. Aujourd'hui, le chômage «structurel» – celui qui ne disparaît pas pendant les périodes d'expansion – culmine

aux alentours de 8% de la population active. C'est énorme ! Si l'on veut s'attaquer à ce noyau dur, il faut alléger sensiblement la fiscalité qui pèse sur le travail, ce qui coûtera très cher ; il faut améliorer le système de formation et les méthodes actives de lutte contre le chômage, ce qui coûte également très cher ; donc, tout cet effort n'est possible que si l'on stabilise le Budget. Il n'y a pas de contradiction entre le fait de vouloir réduire la fracture sociale et celui de s'attaquer au déficit budgétaire en dégageant des marges de manœuvre.

**Capital :** Beaucoup d'économistes font une critique économique de la politique de stabilisation budgétaire : quand on sort de récession et qu'on est en «croissance molle», cela pénalise la consommation, et donc la reprise, etc.

**Charles Wiplosz :** Je suis, moi aussi, keynésien. Quand la récession est arrivée, en 1991, j'étais très hostile à la politique de Bérégovoy, qui était, à l'époque, de ne pas lâcher un sou sur le Budget. Au début, Balladur a continué sur la même longueur d'onde, puis il a infléchi la ligne budgétaire. Je pensais qu'il avait raison de le faire. Pourquoi ? Si l'on veut

préserver le projet d'union monétaire, il est clair que, d'ici à 1999, la politique économique française restera «otage» des critères de Maastricht imposés par l'Allemagne. Pour lutter contre la récession, le seul instrument dont dispose le pouvoir est la politique budgétaire. En 1993, j'ai donc moi-même plaidé pour qu'on laisse filer le déficit budgétaire, afin d'atténuer la récession. Après 4 ou 5 mois d'hésitation, c'est ce que Balladur a fait et c'était très bien. Mais, aujourd'hui, la situation est totalement différente : nous ne sommes plus en récession. La reprise n'est peut-être pas très dynamique, mais elle est là, il suffit de regarder le taux de croissance. Nous avons devant nous deux, trois ans – pas plus... – pour faire des réformes sérieuses et nous attaquer aux problèmes budgétaires. Un bon keynésien ne dit pas autre chose : on relâche le Budget en période de contraction économique et l'on récupère ce qu'on a perdu en période d'expansion. Et quand la stabilisation budgétaire est réussie, la croissance repart, puisque la diminution des charges de l'Etat permet à l'activité de reprendre de plus belle. C'est un cercle vertueux.

*Propos recueillis par Caroline Brun ■*

## L'audit de la rigueur budgétaire

Deux chercheurs italiens basés aux Etats-Unis (l'un, Alberto Alesina, à Harvard, l'autre, Roberto Perotti, à Columbia) viennent de réaliser un travail de titan. Leur article, qui paraît début octobre dans la très sérieuse revue «Economic Policy», compare les politiques de largesse et d'ajustement budgétaires conduites, depuis vingt ans, par les pays de l'OCDE. Les résultats sont instructifs. Sur 52 plans de réduction

des déficits, seuls 13 ont réussi ! Pour les auteurs, «réussir» signifie non seulement que le coup d'arrêt a été brutal (en un an, le déficit budgétaire a baissé d'au moins 1,5% du PIB), mais aussi que l'austérité a tenu : trois ans plus tard, le poids de la

dette dans le PIB a baissé de 5 points. Parmi les bons élèves, on trouve le Royaume-Uni (en 1969, 1977 et 1988), les Etats-Unis (en 1976), la Norvège (1979-1980), la Suède (1984 et 1987) et la France... mais seulement en 1969.



Olof Palme, symbole du modèle suédois, a été contraint à la rigueur. Giscard l'a appliquée aux Finances en 1969.



## Interview Arthur Laffer

**A**rthur Laffer, 53 ans, docteur en sciences économiques de Stanford, fut le plus jeune membre du Conseil consultatif de politique économique de Ronald Reagan. Il s'est fait connaître en dessinant une courbe en cloche représentant le rendement de l'impôt en fonction de la pression fiscale – les rentrées de l'Etat décroissant paradoxalement au-delà d'un certain niveau d'impôt. Il dirige aujourd'hui une société de consultants à San Diego (Californie). Il vient de passer à Paris à l'invitation de l'Aleps (Association pour la liberté économique et le progrès social) pour redire sa foi dans le « Trop d'impôt tue l'impôt ».

**LE POINT :** Selon certains, votre credo a du plomb dans l'aile parce que, sous Reagan, le déficit public s'est creusé.

**Arthur Laffer :** Cela est faux. La baisse des impôts de Reagan s'est accompagnée d'un accroissement des rentrées fiscales de 670 milliards de dollars – soit

### « Les zones franches sont une absurdité »

69 % de hausse. De 1982 à 1989, les recettes fiscales ont crû de 40 %, inflation déduite. Dans le même temps, les Etats-Unis ont créé 18 millions d'emplois, et le taux de chômage est passé de 9,7 % à 5,3 %. Quant au déficit, le dernier budget Reagan a été caractérisé par le plus faible de 1982 à nos jours !

**LE POINT :** Mais, évidemment, baisser les impôts sur les tranches élevées rend d'abord service aux plus aisés.

**A. Laffer :** Cela est faux aussi : c'est sur les tranches supérieures d'imposition que les réductions d'impôt de Ronald Reagan ont été les plus généreuses, et pourtant, de 1981 à 1988, la part dans le pro-

duit fiscal des impôts payés par les plus riches est passée de 17,89 % à 27,58 % ! Mais allons plus loin. Que préférez-vous : que les gens soient riches ou qu'ils soient pauvres ? Riches, j'imagine ! Eh bien, expliquez-moi maintenant la logique d'un système qui veut que les gens soient riches... et qui surtaxe les riches ?

**LE POINT :** Mais il est certain que, si on baisse les taux d'impôt, dans un premier temps au moins, on voit les recettes baisser !

**A. Laffer :** Dans un premier temps seulement ! Mais à terme, si une usine est en France et sa jumelle en Allemagne, et que les impôts augmentent en France mais pas en Allemagne, alors l'activité va se localiser en Allemagne... et le chômage en France. C'est du pur bon sens ! Il faut évidemment quelques années avant que cela se voie, parce qu'on ne ferme pas comme ça une usine. Simplement, lorsqu'il faudra la renouveler, on l'installera en Allemagne...

**LE POINT :** Cela veut-il dire que, sous l'effet de la concurrence entre Etats, il faudrait renoncer, au bout du compte... à lever des impôts ?

**A. Laffer :** Non, bien sûr ! Mais il faut les taux le plus faibles possible, sur les assiettes le plus larges possible – et les moins mobiles. L'impôt fait forcément du mal, mais la responsabilité de l'Etat, c'est de diminuer au maximum son impact négatif.

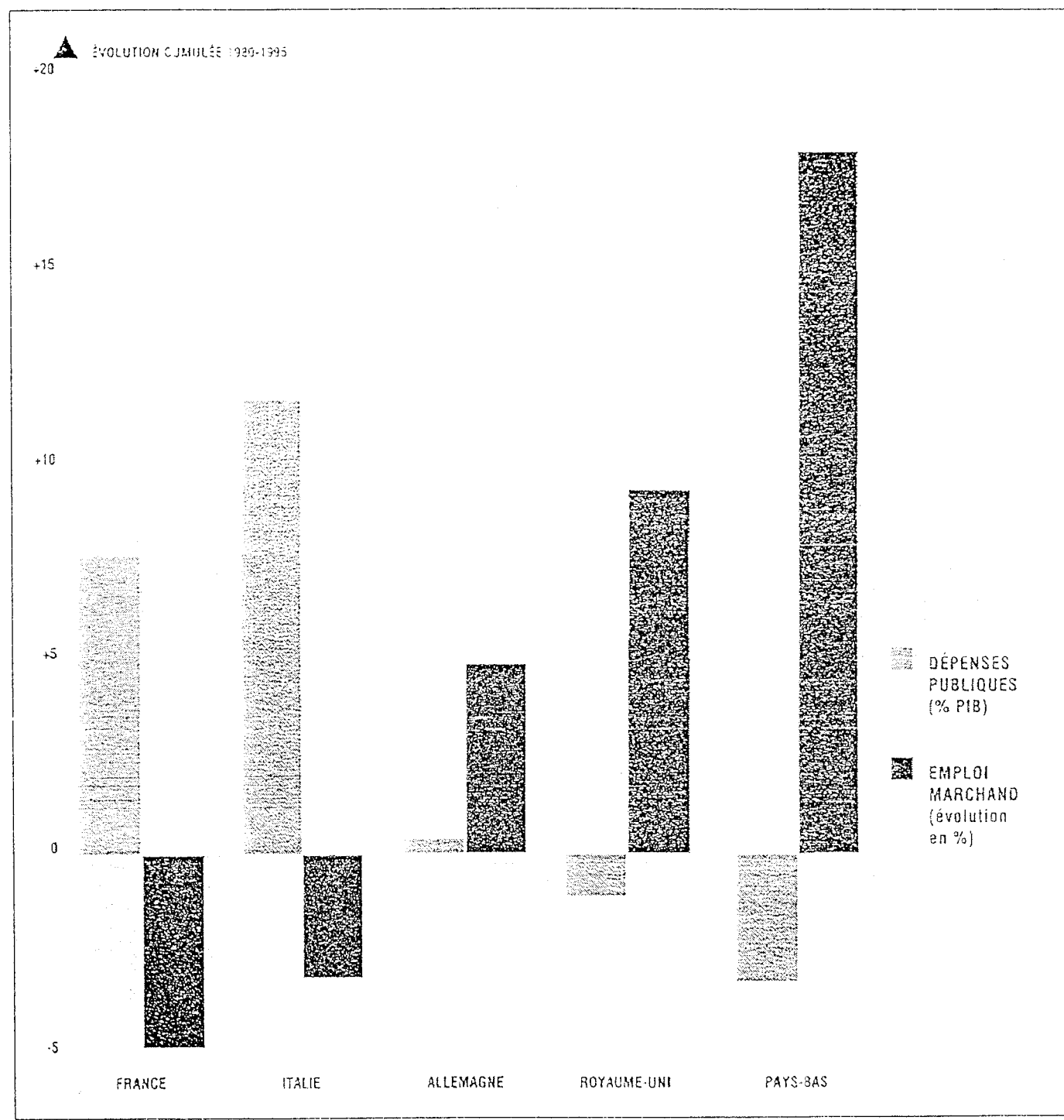
**LE POINT :** Que pensez-vous des zones franches ?

**A. Laffer :** C'est une absurdité. Si vous pensez vraiment qu'on aide un territoire en y réduisant les impôts... alors faites-le sur tout le pays ! ■ (PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK BONAZZA)

Arthur Laffer



### Évolution comparée de l'emploi marchand et des dépenses publiques



Source : CARTES SUR TABLE 1996 - CNPF

Ce tableau montre que l'évolution des dépenses publiques est inversement proportionnelle à celle de l'emploi marchand.

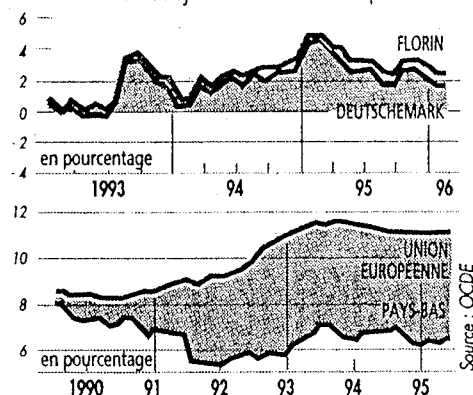


### CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

## Le modèle hollandais

Évolution au sein du système monétaire européen



Taux de chômage (standardisé)

La spirale économique fonctionne de façon vertueuse, à l'inverse de ce qui se passe en France.

Le florin est, au sein du système monétaire européen (SME), au-dessus de son court pivot face au mark (donc plus « fort » encore). Cette performance autorise la Banque des Pays-Bas à placer ses taux d'intérêt directeurs sous ceux de la Bundesbank d'un demi-point. Une performance unique dans le SME qui explique pourquoi les dirigeants de la Banque de France ont les yeux tournés vers Amsterdam. Pourtant la

compétitivité des firmes du pays reste bonne, comme le montre le fort excédent commercial.

Déficit budgétaire réduit, inflation contenue : les Pays-Bas monteront facilement dans le premier train de la monnaie unique. La politique monétaire n'est pas la seule responsable des bonnes performances. Loin de là. Le début du processus remonte au grand accord tripartite de 1982, dans lequel les partenaires reconnaissaient que l'emploi et la compétitivité des entreprises devaient être prioritaires. La modération salariale est devenue la règle.

La politique budgétaire accompagne le mouvement. Mais pas à pas et sans à-coup. En 1993, le gouvernement s'abstient de creuser le déficit dans une relance (à contrario du gouvernement Balladur en France). La majorité de centre-gauche, arrivée aux affaires en août 1994, engage un vaste plan d'économies. L'assurance-maladie est partiellement privatisée. Des baisses d'impôts sont offertes aux ménages et aux entreprises pour aider l'emploi des non-qualifiés.

Enfin et surtout, les Pays-Bas développent le travail à temps partiel plus qu'aucun autre pays. Il représente un tiers des emplois (14 % en France). Deux femmes qui travaillent sur trois et 15 % des hommes sont à temps partiel. Cette évolution est en partie acceptée, en partie subie à cause du manque de crèches notamment. D'un point de vue structurel, on relève aussi que, si les banques néerlandaises rayonnent (elles achètent celles de la City de Londres) et si les firmes du commerce sont à l'offensive, nombre de secteurs industriels souffrent (électronique, chimie, aéronautique). Les Pays-Bas retrouvent en fait leur vocation de grand port de l'Europe. Ce type de destin est sans doute interdit à un grand pays. N'empêche : 7 % de chômage.

La France en panne, l'Allemagne malade, l'Italie en peine, la Grande-Bretagne déclassée : l'Europe donne un triste spectacle. Les Français y trouvent matière à cultiver leur déprime : « Vous voyez bien que tout va mal... » Dans ces automnes-là, rien ne vaut les voyages. Quittons les grands pays pour les petits, la visite est instructive. Il est, en Europe, des contrées où malgré la conjoncture, malgré la terrible mondialisation, malgré les programmes de convergence maastrichtiens, malgré la méchante Bundesbank, malgré tout, le chômage recule. Où sont ces paradis ? A côté : la riche Norvège, la pauvre Irlande, le froid Danemark, la Hollande fleurie. Où en est le chemin ? Pas de voie unique. Les spécificités locales sont déterminantes.

Mais les économistes n'ont pas renoncé à tirer des leçons : avec prudence, ils s'accordent à penser que le succès provient d'une politique de rigueur monétaire et budgétaire expliquée, négociée et acceptée, engagée dans la durée, axée sur une baisse des dépenses plutôt que sur des hausses d'impôts et accompagnée de mesures particulières sur le marché du travail. Le voyage chez les petits Européens redonnerait le moral : le libéralisme à visage humain, ça marche !

Les Pays-Bas sont, dans ce cadre, devenus le « modèle » à la mode. La Banque de France en fait explicitement sa référence avec une équation magique : florin fort = taux d'intérêt bas = chômage faible. Le taux de population privée d'emploi y a été réduit progressivement de 12 % en 1983 à environ 7 %, tandis que la moyenne européenne a fait l'inverse, croissant de 8,5 % à près de 12 %. Le chômage des jeunes est désormais inférieur à la moyenne de l'OCDE.

La croissance « s'accroît significativement », note la dernière étude de conjoncture de la banque ABN-Amro. Le PIB (+1,75 % cette année et sans doute +2,5 % en 1997) a des « composantes » solides : l'investissement des entreprises grimpe (10 % en 1995 et encore 3 % cette année) et la consommation est florissante. Les Hollandais profitent des heures d'ouverture - enfin élargies - des magasins. Leurs revenus réels ont cru de 3 % l'an passé sous l'effet... des fortes créations d'emplois. « La confiance des consommateurs et des industriels s'accroît », se félicite le Bureau national des statistiques.



**CONCOURS EXTERNE DE RECRUTEMENT, SUR EPREUVES,  
DE 19 ATTACHES D'ADMINISTRATION DE CATEGORIE A,  
PAR LA VOIE GENERALE**

**Date : Vendredi 05 novembre 1999**

**Lieu : Université de la Polynésie Française**

**EPREUVE N° 3**

**OPTION : Comptabilité, finance d'entreprise, statistiques.**

**La rédaction d'une note ayant pour objet de vérifier l'aptitude des candidats à l'analyse d'un dossier.**

**Durée : 4 heures - Coefficient : 5**

**Documents joints : 3 pages**

## SUJET

Chef comptable dans l'entreprise Vuillin Emballages, vous êtes chargé de préparer un certain nombre de dossiers et de rédiger une note de synthèse à l'intention de la direction pour chacun de ces dossiers.

L'entreprise Vuillin Emballages est une société anonyme au capital de 10 000 000 FF.

La société a pour objet social, en France et à l'étranger, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à la transformation, par formage sous vide et thermoformage, de matières plastiques et synthétiques de toute nature. Sa production est particulièrement orientée vers la réalisation d'emballages en ces matières.

Vuillin Emballages propose 9 gammes spécifiques de produits, notamment des boîtes pour pâtisserie, boulangerie et traiteurs et des barquettes pour boucherie, charcuterie et primeurs.

L'effectif de l'entreprise est de 114 personnes fin 1998 et le chiffre d'affaires de l'exercice 1998 s'élevait à 169,8 millions de FF.

Il y a 5 ans, Vuillin Emballages a pris le contrôle des établissements Lacroix, SARL de 12 personnes au capital de 240 000 FF, spécialisés dans la fabrication de boîtes en bois et en carton pour l'emballage des camemberts.

### 1er DOSSIER :

La société Lacroix fabrique les produits suivants :

- des boîtes entièrement en bois (BB), sans étiquette, qui sont commercialisées par l'intermédiaire de Vuillin;
- Des boîtes (BC) dont le couvercle en carton est imprimé selon les directives du client. Ce produit est fabriqué uniquement sur commande.

Les stocks de produits finis peuvent donc être considérés comme nuls.

Vous disposez en annexes 1 et 2 :

- du compte de résultat fonctionnel de l'exercice 1998;
- du tableau de reclassement des charges en charges variables et charges fixes.

Il a été établi pour l'exercice n+1 (1999) les prévisions suivantes :

- marge sur coût variable de 26% du chiffre d'affaires pour les boîtes BB;
- marge sur coût variable de 32% du chiffre d'affaires pour les boîtes BC;
- 40% du chiffre d'affaires sera réalisé en ventes de la référence BB;
- frais fixes annuels de 960 000 FF pour un chiffre d'affaires inférieur à 3 600 000 FF;
- frais fixes annuels augmentés de 150 000 FF pour un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 3 600 000 FF;
- prix de vente prévus : 0,75 FF pour la référence BB et 0,80 FF pour la référence BC.

**Vous devez, dans votre note à la direction :**

- **présenter le compte de résultat différentiel pour l'exercice 1998;**
- **déterminer le seuil de rentabilité de l'exercice 1998;**
- **déterminer le seuil de rentabilité prévisionnel pour l'exercice 1999, en quantité et en valeur, si le chiffre d'affaires est inférieur à 3 600 000 FF;**
- **déterminer le seuil de rentabilité prévisionnel pour l'exercice 1999, en quantité et en valeur, si le chiffre d'affaires est supérieur à 3 600 000 FF;**
- **présenter vos conclusions.**

**2ème DOSSIER :**

Les services comptables de Vuillin Emballages ont déterminé un bénéfice comptable provisoire avant impôt pour l'exercice 1998 de 6 485 260 FF.

Ils ont laissé en suspens les points suivants, pour lesquels aucune écriture n'a été passée :

- un logiciel de GPAO (Gestion de Production Assistée par Ordinateur) a été acquis 240 000 F hors taxes et mis en service le 1er mars 1996 (N-2). Il est amorti en 4 années selon le mode linéaire.

L'entreprise a bénéficié de l'amortissement exceptionnel (voir annexe 3);

- un immeuble a été cédé le 31 mars 1998 pour 650 000 FF. Il figurait au bilan pour sa valeur d'origine de 40 000 FF depuis le 1er avril N-35 et était amorti au taux linéaire de 2% l'an.

Aucune écriture n'a été enregistrée concernant cette cession.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

**Vous devez, dans votre note à la direction :**

- **présenter le plan d'amortissement du logiciel (amortissements comptables, fiscaux et dérogatoires);**
- **passer les écritures comptables concernant les deux points en suspens (justifiez vos calculs);**
- **déterminer le résultat comptable avant impôt de l'exercice 1998.**

**3ème DOSSIER :**

Pour l'exercice N+2, Vuillin Emballages projette le lancement d'un nouveau produit, Servipack : plateau repas pour self-service.

Une étude préalable a permis d'établir les prévisions suivantes (hors TVA) :

- coûts proportionnels unitaires de production :
  - . matières et fournitures : 8 FF;
  - . main d'œuvre directe : 6,50 FF;
  - . charges diverses : 6 FF;
- coûts fixes de production :
  - . amortissements linéaires : 800 000 FF;
  - . autres coûts fixes décaissables : 360 000 FF;
- coûts proportionnels unitaires de distribution :
  - . fournitures diverses : 5,50 FF;
  - . main d'œuvre directe : 2,50 FF;
- coûts fixes de distribution :
  - . amortissements linéaires : 30 000 FF;
  - . autres coûts fixes décaissables : 54 000 FF;
- la production et les ventes sont supposées régulières sur une année de 360 jours;
- le taux de TVA de 20,6% s'applique à toutes les opérations (sauf les coûts fixes qui ne sont pas soumis à TVA par simplification);
- la TVA à décaisser du mois est versée le 20 du mois suivant;
- les ventes prévues pour le premier exercice s'élèvent à 120 000 unités; pour le second exercice, elles s'élèvent à 138 000 unités;
- les conditions d'exploitation sont détaillées dans l'annexe 4;
- les stocks de produits en cours sont estimés en prenant 100% des matières premières et 50% de la main d'œuvre et des charges diverses proportionnelles de production;
- le prix de vente unitaire prévu est de 44 FF hors TVA.

**Vous devez, dans votre note à la direction :**

- **rappeler en quelques lignes les principes de la méthode de calcul du besoin en fonds de roulement normatif;**
- **déterminer le besoin en fonds de roulement d'exploitation en jours de ventes hors taxes en distinguant la partie variable de la partie fixe pour l'exercice N+2;**
- **évaluer le besoin en fonds de roulement d'exploitation prévisionnel pour les exercices N+2 et N+3.**

**INEXE 1 :**

**SARL Lacroix - Compte de résultat fonctionnel 1998**  
**(en milliers de FF)**

Achats de matières	962	Ventes de produits finis	3 468
Variation du stock de matières	23	Produits des activités annexes	12
Charges de production	1 962		
Charges de distribution	348		
Charges administratives	98		
Résultat	87		
<b>Total</b>	<b>3 480</b>	<b>Total</b>	<b>3 480</b>

**ANNEXE 2 :**

Lacroix SARL                      TABLEAU DE RECLASSEMENT DES CHARGES			
	Total	Charges fixes	Charges variables
Charges de production	1 962	840	1 122
Charges de distribution	348	110	238
Charges administratives	98	98	0
<b>Totaux</b>	<b>2 408</b>	<b>1 048</b>	<b>1 360</b>

Les produits des activités annexes viennent en déduction des charges fixes.

**ANNEXE 3 :**

Extrait du Code Général des Impôts :

Par dérogation à la règle normale qui, pour les logiciels achetés, consiste en l'amortissement sur la durée probable d'utilisation, les entreprises sont autorisées à pratiquer un amortissement exceptionnel de douze mois sur le coût d'acquisition de leurs logiciels.

Cet amortissement exceptionnel est calculé "prorata temporis" sur l'exercice d'acquisition et pour le solde sur l'exercice suivant. Par exemple, un logiciel acquis le 20 mai N-2 par une entreprise dont l'exercice coïncide avec l'année civile, pourra être amorti de 8/12 au 31 décembre N-2 et de 4/12 au 31 décembre N-1.

**ANNEXE 4 :**

**CONDITIONS D'EXPLOITATION PREVUES POUR SERVIPACK**

Eléments	Délai de rotation en nombre de jours
Stock de matières et fournitures de production	30 jours
Stock de fournitures diverses de distribution	18 jours
Stock de produits finis	20 jours
Crédit fournisseurs de matières et fournitures	40 jours
Crédit sur charges diverses	25 jours
Crédit clients	45 jours
Crédit sur coûts fixes	15 jours

La durée du cycle de fabrication est de 5 jours.